

ENSEMBLE,
AGISSONS
POUR NOTRE
ENVIRONNEMENT
ET NOTRE
SANTÉ



PRSE | 3

PLAN RÉGIONAL SANTÉ ENVIRONNEMENT
PAYS DE LA LOIRE

PANORAMA DES ACTIONS 2016-2018



RETROUVEZ TOUTE L'ACTUALITÉ ET CONTRIBUEZ AU PRSE3 SUR
www.paysdelaloire.prse.fr

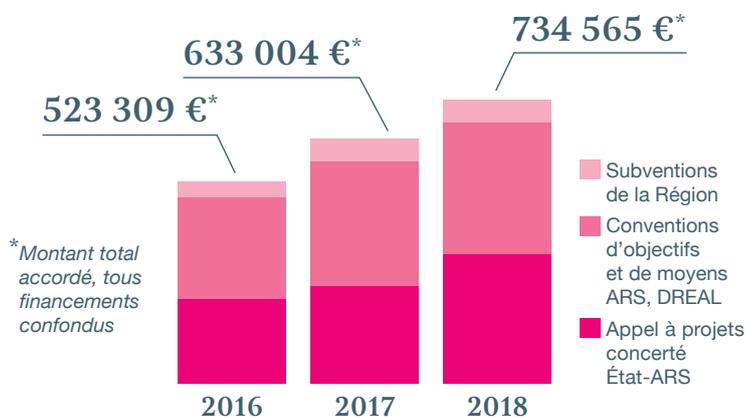
FAIT MARQUANT

Une belle dynamique pour encourager la mobilisation de tous

Plusieurs initiatives visant à diffuser une culture commune sur l'impact de l'environnement sur la santé, à renforcer le réseau des acteurs ligériens et à diffuser les bonnes pratiques ont marqué les premières années du plan. Rappel des principales actions.

- Le soutien à des initiatives de terrain, à travers le renforcement du dispositif d'appel à projets concerté et la contractualisation avec des acteurs ressources, mais aussi la mise en place d'une procédure de labellisation pour rendre visible l'engagement des acteurs.
- L'organisation de journées d'échanges d'expériences (sur l'air intérieur, l'eau ou encore l'alimentation), de sessions de formation initiale ou continue de professionnels de santé, ainsi que de temps d'information du grand public.
- La production de guides pratiques et de brochures à destination des différents publics.
- Un gros effort de communication, via la création de nouveaux médias dédiés au PRSE3 Pays de la Loire, dont le contenu s'appuie sur les contributions de chacun : site Internet, newsletter.

DES ACCOMPAGNEMENTS FINANCIERS EN NETTE HAUSSE



 + d'infos sur la dynamique du PRSE3 sur www.paysdelaloire.prse.fr

OBJECTIFS

- Mobiliser tous les acteurs, en particulier les citoyens, les collectivités et les professionnels de santé, sur les enjeux de santé associés à l'environnement
- Développer l'éducation autour des enjeux de santé liés à l'environnement



46

C'est le nombre d'actions labellisées par le PRSE3 au 31 décembre 2018.

ZOOM SUR

Les résonances du mois de la gestion sonore

La prévention des risques auditifs liés à l'écoute de musique constitue un véritable enjeu de santé publique. Les troubles causés peuvent être irréversibles et concernent une part grandissante de la population. Les jeunes font l'objet d'une attention particulière au regard de leur pratique d'écoute, en termes de durée et de niveau sonore. Le pôle régional des musiques actuelles et l'ARS portent ainsi un large programme de prévention, dont le spectacle pédagogique Peace & Lobe qui fête ses 10 ans en 2018. Pour mieux informer et éduquer les citoyens sur les risques auditifs, de nombreux événements sont organisés sur l'ensemble du territoire ligérien chaque mois de novembre.



100 000 élèves en 10 ans ont bénéficié des conseils des musiciens de Peace & Lobe.

 + d'infos sur les actions d'éducation sur www.paysdelaloire.prse.fr

LIRE AUSSI SUR



- Des collectivités fortement impliquées, comme lors des 10 jours de la santé environnementale à Nantes ou à Saint-Nazaire, le village des partenaires santé à Laval, ou les webconférences du Comité 21

- La sensibilisation des professionnels de santé à la santé environnementale : les aides-soignantes en formation initiale et les médecins en formation continue

paysdelaloire.prse.fr

FAIT MARQUANT

Protégeons la ressource en eau

Protéger la ressource en eau destinée à la consommation humaine est un objectif phare du PRSE3. De nombreuses actions sont ainsi menées sur le terrain.

La mobilisation pour la qualité de l'eau se concentre autour des 45 captages d'eau prioritaires en Pays de la Loire. À Saffré, en Loire-Atlantique, la commune mène une action globale de sensibilisation autour de la transition alimentaire et environnementale, avec l'enjeu de la préservation d'une richesse du territoire :

la nappe phréatique. Autour des captages d'eau potable de Vritz-Candé (Maine-et-Loire), qui exploitent une nappe particulièrement vulnérable, c'est une politique foncière agricole spécifique qui a été mise en place. Il s'agit d'orienter les pratiques agricoles sur les surfaces sensibles pour reconquérir la qualité de l'eau, tout en pérennisant les exploitations agricoles du territoire.



+ d'infos sur la protection de la ressource en eau destinée à la consommation humaine sur www.paysdelaloire.prse.fr

OBJECTIFS

- Protéger la ressource en eau destinée à la consommation humaine
- Préserver la qualité de l'eau distribuée aux consommateurs
- Développer l'accès et l'éducation à une alimentation de qualité

ZOOM SUR

Eau : améliorons la coordination

« Pour une meilleure qualité de l'eau en Pays de la Loire : comment sensibiliser et mobiliser les acteurs de l'eau et le public ? » Autour de cette problématique, une journée d'échanges, animée par le réseau GRAINE, a rassemblé à l'automne 2017 plus de 70 personnes (associations, services déconcentrés de l'État, collectivités, entreprises) à Angers. Au programme, l'identification des meilleurs leviers d'action : décloisonner les organisations, coordonner les plans d'action, sensibiliser les élus, lier la problématique de l'eau à d'autres thèmes, dont l'alimentation.



+ d'infos sur la mobilisation autour de la qualité de l'eau sur www.paysdelaloire.prse.fr



15

C'est le nombre de projets alimentaires territoriaux en cours, favorisant notamment les circuits courts et une alimentation de qualité.

ZOOM SUR

Alimentation et jeunesse

Parmi les actions mises en place, le programme « Ensemble, éduquons à l'alimentation » – soutenu par la DRAAF et le rectorat d'académie – propose des séminaires de formation aux professionnels de l'Éducation Nationale, des outils pédagogiques et des projets en établissement scolaire.

De son côté, la Région a fixé comme objectif de servir 50 % de produits ligériens et 20 % de produits de qualité dans les restaurations collectives des lycées et CFA d'ici à 2021. Plus de 80 lycées proposent d'ores et déjà deux fois par an des produits 100 % locaux lors des opérations « Menu Loire-Océan ».



+ d'infos sur les actions sur www.paysdelaloire.prse.fr

LIRE AUSSI SUR



paysdelaloire.prse.fr

Préservation de la ressource en eau potable : une responsabilité partagée

Surveiller et réduire les rejets industriels dans l'eau

Captage prioritaire de Machecoul : une sensibilisation de terrain très active

Anticiper les risques lors de la production d'eau potable : 3 démarches novatrices en Maine-et-Loire

FAIT MARQUANT

Mobilisons-nous face au risque radon

En novembre 2018, la première matinale du radon proposait un ambitieux objectif de sensibilisation, mais aussi d'invitation à l'action, notamment pour les établissements recevant du public.

Organisée à Clisson par la DREAL, l'ASN, l'ARS et le Cerema, la matinale du radon a trouvé son public. Ce gaz, dont l'inhalation accroît le risque de développer un cancer du poumon, est présent naturellement dans les sols et peut parfois atteindre des concentrations élevées à l'intérieur des bâtiments. Cette problématique touche fortement la région, particulièrement la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire, la Mayenne et la Vendée. Plus de 80 personnes sont ainsi venues écouter les explications des spécialistes et découvrir la nouvelle obligation de contrôle du radon dans les établissements recevant du public.

« Dans 4 départements des Pays de la Loire, 65 à 80 % des communes sont en zone à potentiel radon significatif. »

Collectivités et associations sur le terrain

D'autres matinales vont être organisées dans la région, en complément de nombreuses actions de terrain qui se poursuivent. Plusieurs associations (UFC-Que Choisir, CPIE) et collectivités proposent aux habitants des mesures à leur domicile. Côté professionnels du bâtiment, un guide élaboré pour les organismes de formation les invite à intégrer la sensibilisation au radon dans leurs enseignements.



Lors de la matinale du radon, Annick Bonneville, directrice de la DREAL des Pays de la Loire, a présenté l'action de l'État en la matière et les bonnes pratiques à adopter.

 [voir la vidéo](#)

OBJECTIFS

- Améliorer la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments, en intégrant l'enjeu lié au radon
- Améliorer le repérage et la prise en charge des situations d'habitat indigne, en mobilisant les relais auprès du public et les collectivités



1 480

C'est le nombre de foyers ligériens qui ont réalisé des mesures du radon entre 2016 et 2018.

ZOOM SUR

Santé environnementale : les enjeux pour la femme enceinte et le jeune enfant

En avril 2017, plus de 80 sages-femmes, puéricultrices, professionnels de santé et gestionnaires de lieux d'accueil de la petite enfance ont fait le point à Angers sur l'impact de l'environnement sur la santé du fœtus et du jeune enfant (qualité de l'air intérieur, produits chimiques du quotidien) et sur plusieurs expériences conduites en région ou ailleurs. L'événement a marqué le départ d'une dynamique régionale de sensibilisation, animée par la Mutualité Française Pays de la Loire et l'ARS. On notera ainsi la création d'une application smartphone et d'une websérie par la Mutualité Française, des actions à destination des assistantes maternelles par l'UFC-Que Choisir et, en 2019, la formation de 22 professionnels de la périnatalité par l'association WECF.



L'application « Ma Maison Santé » créée par la Mutualité Française Pays de la Loire permet de limiter l'exposition des enfants aux polluants de la maison.



+ d'infos sur les actions sur www.paysdelaloire.prse.fr

LIRE AUSSI SUR



- L'état des lieux des logements dégradés en Pays de la Loire
- Maison nette : des ateliers CLCV pour nettoyer en préservant la qualité de l'air
- Air intérieur : les artisans du bâtiment s'impliquent avec la Capeb
- Habitat indigne : une coordination renforcée en Sarthe autour des personnes les plus en difficulté

Écoles et crèches : la qualité de l'air sous surveillance



Les enfants ont une sensibilité particulière aux polluants de l'air intérieur. La loi Grenelle 2 a ainsi rendu obligatoire la surveillance de la qualité de l'air des établissements dans lesquels ils passent beaucoup de temps. Un dispositif qui se déploie progressivement. Il est effectif depuis janvier 2018 pour les établissements d'accueil des moins de six ans et les écoles primaires. Suivront les centres de loisirs et les collèges/lycées en janvier 2020, et les autres établissements concernés en janvier 2023.

De nombreuses initiatives sont lancées au bénéfice des gestionnaires de ces sites : réunions d'information en département, formation par le centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT). Les CPIE Sèvre et Bocage en Vendée et Mayenne - Bas-Maine ont également accompagné des écoles dans la définition de leurs plans d'action, tandis qu'à Nantes Métropole une dizaine d'écoles primaires ont été mobilisées par le Défi Class'Énergie Santé, qui intègre l'enjeu de la qualité de l'air intérieur.

 + d'infos sur la qualité de l'air intérieur sur www.paysdelaloire.prse.fr

FAIT MARQUANT

Risque amiante : un dispositif régional de gestion des crises

La prévention du risque amiante, ainsi que la gestion de potentielles crises amiante, font partie des thématiques abordées par le troisième plan régional santé au travail des Pays de la Loire.

Piloté par la DIRECCTE, le service de l'État en charge de la prévention des risques professionnels, en partenariat avec les organismes de prévention, l'ARS et la DREAL, un groupe de travail – qui participe au troisième plan régional santé au travail (PRST3) et au PRSE3 – identifie les situations pouvant générer des expositions à l'amiante, afin de définir les missions de chaque acteur pour une meilleure efficacité en cas de crise.

Les professionnels concernés sont ceux potentiellement exposés lors d'interventions à proximité de bâtiments sinistrés : services d'incendie et de secours, gendarmerie ou encore filière équarrissage.

 + d'infos sur www.prst-pdl.fr

OBJECTIFS

- Limiter les expositions à l'amiante
- Protéger la santé des utilisateurs de pesticides

ZOOM SUR

Zéro pesticide pour le Pays de Loiron



La première action labellisée du PRSE3 a été la démarche « Zéro Pesticide » du Pays de Loiron en Mayenne. Quatorze communes et leurs agents techniques ont décidé de se doter d'un équipement mutualisé de désherbage à la vapeur pour les espaces publics et les voiries. Une action favorable à tous, dans la logique des objectifs du PRSE3.

 + d'infos sur l'action sur www.paysdelaloire.prse.fr



102

C'est le nombre de sites de regroupement et/ou de traitement de déchets contenant de l'amiante, accessibles aux professionnels dans la région.

TOUTE L'INFO SUR



paysdelaloire.prse.fr



FAIT MARQUANT

Des outils pour un urbanisme favorable à la santé

Sédentarité, qualité de l'air, bruit, isolement... sont autant d'enjeux de santé publique étroitement conditionnés par des facteurs environnementaux (cadre de vie, état des milieux, etc.). À ce titre, les choix d'aménagement des territoires constituent des leviers incontournables pour promouvoir la santé des populations.

Au sein du PRSE3, des collectivités, des acteurs de l'urbanisme, des chercheurs travaillent avec l'ARS, la DREAL et les DDT(M), à construire une culture commune et à identifier les outils pour agir : cartes stratégiques de la qualité de l'air, référentiel sur la santé pour le porter-à-connaissance de l'État, étude pilote sur le végétal et la santé, évaluation d'impact sur la santé (EIS), etc.

L'EIS une démarche efficace

L'EIS identifie les aspects d'un projet agissant de façon négative ou positive sur la santé. À partir d'une analyse mêlant données scientifiques et points de vue des usagers, elle conduit à des recommandations. Avec l'ARS, plusieurs collectivités ont recouru à cette démarche : Nantes et Saint-Herblain, Angers, Saumur, Noirmoutier.

Pour le quartier Monplaisir à Angers, les recommandations d'actions seront mises en œuvre progressivement : accompagnement à l'usage du vélo, potagers en pied d'immeuble, conception participative des aires de jeux dans un premier temps, puis circuit piétons et vélos, espaces conviviaux devant les écoles, etc.



L'aménagement du quartier Monplaisir à Angers bénéficie d'une réflexion santé.



+ d'infos sur l'urbanisme favorable à la santé sur www.paysdelaloire.prse.fr

OBJECTIFS

- Mieux intégrer les enjeux de santé dans l'aménagement et la planification urbaine
- Réduire les nuisances pour améliorer le cadre de vie : air, bruit

225



C'est le nombre de secteurs d'information sur les sols répertoriés dans 3 départements (49, 53 et 72).

ZOOM SUR

Comment engager la reconversion des sites

Face à l'étalement urbain, la reconversion de sites urbains ou industriels constitue un véritable enjeu pour l'aménagement durable. La mise en place des secteurs d'information sur les sols (SIS) doit favoriser la prise en compte des sites pollués dans les projets, avec notamment un système d'information mis à disposition du public, des collectivités et services de l'État en charge de l'urbanisme.

Dans une stratégie d'économie circulaire, privilégiant la réutilisation de terrains à la consommation d'espace agricole, l'établissement public foncier de la Vendée dote les acteurs publics concernés d'outils pour piloter leurs programmes de requalification. Un guide pratique et un observatoire des friches intègrent les problématiques de sols pollués.



L'action de requalification des friches menée par l'établissement public foncier de la Vendée a été labellisée par le PRSE3.



+ d'infos sur les secteurs d'information sur les sols sur www.paysdelaloire.prse.fr

LIRE AUSSI SUR



- Un référentiel pour intégrer la santé à la planification urbaine
- Quels liens entre végétal et santé ? Une étude d'Agrocampus
- Le potentiel du vélo comme support de la mobilité quotidienne
- Brûlage des déchets verts : une interdiction salutaire

OBJECTIF

- Limiter la présence de pesticides dans l'eau et l'air et leur impact sur la santé

FAIT MARQUANT

Exposition aux pesticides, un axe de travail renforcé

En écho aux évolutions du plan national Ecophyto de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, le PRSE3 et la feuille de route régionale Ecophyto intègrent un groupe de travail relatif à l'amélioration des connaissances et à la prévention de l'exposition des personnes aux produits phytosanitaires.



Dans notre région, l'activité agricole représente un fort enjeu économique. Réduire progressivement l'utilisation des produits phytosanitaires, tout en maintenant une agriculture économiquement performante : l'ambition du plan Ecophyto, animé par l'État (DRAAF et DREAL) et la Région Pays de la Loire, est d'importance.

Le plan national, désormais baptisé Ecophyto 2+, renforce la prise en compte des substances les plus préoccupantes pour la santé et l'environnement, et les actions de protection de la population, en lien avec les connaissances des impacts des produits phytosanitaires.

En Pays de la Loire, un nouveau groupe de travail a ainsi été installé. Son animation a été confiée à l'ARS, avec l'appui de la DRAAF et de la DREAL. Parmi ses premiers travaux :

- Recenser les initiatives développées en vue de protéger les riverains de zones d'épandage, pour les valoriser et encourager leur adaptation ou leur déploiement à d'autres territoires.
- Organiser un circuit de signalement et de prise en charge des signaux environnementaux et sanitaires liés aux épandages de produits phytosanitaires.
- Contribuer à améliorer les connaissances et sensibiliser les acteurs.

 + d'infos sur les actions liées aux pesticides sur www.paysdelaloire.prse.fr



38

C'est le nombre de stations de suivi des pesticides dans les eaux superficielles en Pays de la Loire.

ZOOM SUR

Mesures des pesticides dans l'air

Dans le but d'améliorer la connaissance sur la présence de résidus de pesticides dans l'air ambiant, une campagne de mesures est en cours à l'échelle nationale afin de définir, à terme, une stratégie de surveillance pérenne.

Quatre-vingts molécules sont recherchées sur une cinquantaine de sites. Dans notre région, l'association Air Pays de la Loire réalise ces mesures sur trois sites :

- Saint-Julien-de-Concelles (44) : territoire agricole, maraîchage, vignoble, à proximité de l'agglomération nantaise.
- Pouillé (85) : territoire rural, grandes cultures, à proximité du marais poitevin.
- Angers (49) : zone urbaine, à proximité de terroirs arboricoles et viticoles.

La campagne nationale de mesures finit en juin 2019. L'ARS, la DRAAF, la DREAL et Air Pays de la Loire souhaitent la prolonger d'un an dans la région et intégrer une station de mesure supplémentaire (polyculture-élevage du nord des Pays de la Loire).



+ d'infos sur la campagne de mesures sur www.paysdelaloire.prse.fr



paysdelaloire.prse.fr

Trois vidéos de sensibilisation pour jardiner malin sans phyto (FNE Pays de la Loire)

Avec les CIVAM, les agriculteurs réduisent leur impact sur la ressource en eau de captages prioritaires

Jardiner au naturel avec Sarthe nature environnement

Quelles priorités collectives d'ici à la fin du PRSE3 ?

Les porteurs du PRSE3 et les pilotes régionaux des plans Ecophyto, santé au travail, alimentation, et du schéma air climat énergie, s'engagent sur des priorités communes pour la deuxième moitié du plan (2019-2021).

Il s'agit de conforter les quatre objectifs phares du plan :



Mobiliser tous les acteurs sur les enjeux de santé associés à l'environnement : coportage de la stratégie de communication, poursuite de l'appel à projets concerté et de l'animation du site Internet, valorisation des actions labellisées PRSE3.



Protéger la ressource en eau destinée à la consommation humaine : déploiement de la stratégie régionale eau des services de l'État, et renforcement du partenariat entre l'État et la Région (projet Life « Revers'eau », conférence régionale de l'eau, contrat d'avenir...)



Améliorer la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments, en particulier vis-à-vis du radon : actions de sensibilisation autour du radon (y compris au titre de la santé au travail des professionnels), lien avec les collectivités via les contrats locaux de santé, soutien et animation d'un réseau d'associations intervenant auprès des publics, en particulier les plus fragiles, sur le lien habitat-santé.

OBJECTIF TRANSVERSAL PESTICIDES

Limiter la présence de pesticides dans l'eau et l'air et l'impact sur la santé : feuille de route du groupe de travail « connaissances des expositions et protection » (cartographie des acteurs, dispositif de signalement et de réponse aux enjeux environnementaux et sanitaires liés à des épandages, synthèse et diffusion des connaissances de l'impact sur la santé, soutien aux initiatives pour limiter les expositions), contribution à l'étude de mesures de pesticides dans l'air.

Par ailleurs, il est proposé d'insister sur les actions suivantes :

- Mieux intégrer les enjeux de santé et d'éducation dans les projets alimentaires territoriaux (PAT).
- Développer un programme « environnement et santé de la femme enceinte et du jeune enfant » (qualité de l'air intérieur, produits chimiques du quotidien, etc.), en s'appuyant sur la sensibilisation des professionnels de santé et de la petite enfance.
- Mieux intégrer les enjeux de santé associés au cadre de vie : journée régionale d'échanges, accompagnement de collectivités dans des démarches pour un urbanisme favorable à la santé.
- Accompagner les petites entreprises pour limiter les expositions à l'amiante des professionnels, en lien avec les actions du plan régional santé au travail (PRST3).

Ces propositions seront complétées des contributions recueillies lors d'un cycle de cinq ateliers « Territoires : agir pour un environnement favorable à la santé », organisé avec le Comité 21 Grand Ouest dans chaque département. Le comité de pilotage du PRSE3 validera à l'automne 2019 une version consolidée des perspectives pour les deux dernières années du PRSE3.



Glossaire

ARS : agence régionale de santé / **ASN** : autorité de sûreté nucléaire / **Capeb** : confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment / **Cerema** : centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement / **CIVAM** : centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural / **CPIE** : centre permanent d'initiatives pour l'environnement / **DDT(M)** : direction départementale des territoires (et de la mer) / **DIRECCTE** : direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / **DRAAF** : direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt / **DREAL** : direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement / **FNE** : france nature environnement / **WECF** : women engage for a common futur.